



## Rapport sur l'évaluation complète des bilans bancaires : Résultats et enseignement

Le 26 octobre dernier, la Banque Centrale Européenne, a diffusé les résultats de l'évaluation complète des bilans (« comprehensive assessment »), démarrée en novembre 2013, dont l'objectif était d'évaluer la situation des établissements bancaires avant l'entrée en vigueur du mécanisme de supervision unique. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a publié dans le numéro de novembre-décembre de la « Revue de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution » une évaluation de ces résultats. Ils font apparaître qu'au niveau national, les banques françaises confirment la qualité de leurs actifs ainsi que leur capacité à résister à des chocs sévères. Ces tests visaient trois objectifs principaux : l'assainissement grâce à l'identification et la mise en œuvre, le cas échéant, de mesures correctrices nécessaires ; la transparence à travers une amélioration de la qualité des informations disponibles sur la situation des banques ; le renforcement de la confiance en assurant toutes les parties prenantes que l'ensemble des banques de la zone euro serait examiné avec la même rigueur. En France, 13 groupes bancaires, représentant plus de 95 % des actifs du système bancaire français, ont été concernés par cette évaluation qui a largement mobilisé, tant au sein de l'ACPR (jusqu'à 800 personnes, auditeurs incluent) que des établissements bancaires. L'évaluation mise en œuvre combinait une analyse très précise de la qualité des actifs (Asset Quality Review, AQR) et un test de résistance (stress test). L'analyse de la qualité des actifs comportait deux éléments principaux. Le premier a évalué la qualité des données, des valorisations des actifs, des classifications des expositions non performantes, de la valorisation des garanties et des provisions. La seconde s'est attachée à analyser la couverture des expositions aux risques de crédit et de marché. Les tests de résistance menés en collaboration avec l'Autorité bancaire européenne visaient à mesurer la capacité des banques à absorber les chocs en situation de crise, sur un horizon de 3 ans. Il comportait deux scénarios, un scénario « central » et scénario un « stressé », couvrant la période 2014-2016, dont les banques devaient mesurer les impacts sur leur situation prudentielle. Le scénario central correspondait aux prévisions réalisées par la Commission européenne pour la période 2014-2015, étendues à l'année 2016. Le scénario stressé, défini par la BCE, visait à détecter les risques susceptibles d'impacter la stabilité du secteur financier européen.

N° 20 de la « Revue de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution » de novembre-décembre (article pages 8 à 10) : [http://acpr.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/acpr/publications/revue-acpr/201411-Revue-de-l-ACPR-20.pdf](http://acpr.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/acpr/publications/revue-acpr/201411-Revue-de-l-ACPR-20.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 4 décembre 2014, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse: « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire (...), nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. S'agissant de nos mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé à acheter des obligations sécurisées et des titres adossés à des actifs (asset-backed securities). Ces programmes dureront au moins deux ans. La semaine prochaine, nous allons conduire la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée, qui sera suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Prises dans leur ensemble, nos mesures auront une incidence notable sur notre bilan, qui est destiné à se rapprocher des dimensions qu'il affichait début 2012. (...) Le Conseil des gouverneurs réévaluera en début d'année prochaine le degré d'assouplissement monétaire accompli, l'expansion du bilan et les perspectives d'évolution des prix. Nous évaluerons également l'incidence plus large des évolutions récentes des cours du pétrole sur la tendance à moyen terme de l'inflation dans la zone euro. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. »

#### 3 - Banque de France

Nouvelle publication de la Banque de France: « Rue de la Banque ». Cette publication est destinée à élargir l'audience des travaux des chercheurs de la Banque auprès d'un plus large public (journalistes économiques, économistes de marché, enseignants, étudiants...). A l'aide de graphismes et à travers des pages non techniques, cette publication s'inscrit dans un mouvement général d'éducation économique. Rue de la Banque n° 1 - [Le découplage des courbes de rendement en euro et en dollar](#)

#### 2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5% en octobre 2014, stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9% d'octobre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0% en octobre 2014, également stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,7% d'octobre 2013. Eurostat estime qu'en octobre 2014, 24,413 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,395 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 42 000 dans l'UE28 et de 60 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2013, le chômage a baissé de 1,549 million de personnes dans l'UE28 et de 547 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (4,9%) ainsi qu'en Autriche (5,1%), et les plus élevés en Grèce (25,9% en août 2014) et en Espagne (24,0%).

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

---

### Suivi des crédits aux entreprises en Guadeloupe

Au 30 septembre 2014, l'encours total des crédits aux entreprises déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France s'élève à 4,5 milliards d'euros (+3,4 % sur trois mois). Les concours mobilisés, qui représentent 88,0 % de l'encours total, enregistrent une croissance de 3,8 % sur le trimestre, imputable exclusivement à la progression des crédits à moyen et long terme (+4,6 %).

Les secteurs des activités immobilières, de soutien aux entreprises et du commerce captent 79,7 % des financements. L'immobilier, premier bénéficiaire de l'activité de crédit (46 % de l'encours total), reste bien orienté sur trois mois (+3,6 %) et enregistre une hausse marquée sur un an (+16,8 %). En parallèle, si les activités de soutien aux entreprises (25 % de l'encours total) progressent sur trois mois (+1,3 %), elles sont en repli sur un an (-13,7 %). En revanche, les encours alloués au secteur du commerce sont en hausse (+4,4 % sur trois mois ; +3,0 % sur un an), impulsés par le rebond du marché automobile au troisième trimestre.

Hors activités immobilières et de holding, les grandes entreprises (GE) concentrent 50,4 % du total des encours mobilisés, contre 30 % pour les petites et moyennes entreprises (PME) et 19,6 % pour les très petites entreprises (TPE). L'encours des crédits mobilisés des GE augmente sur trois mois (+1,7 %) mais marque le pas sur un an (-16,1 %). À l'inverse, les encours de crédits des TPE diminuent sur le trimestre (-1,5 %) et progressent modérément sur un an (+0,7 %). Seuls les encours de crédits des PME progressent sur trois mois (+2,7 %) et sur douze mois (+8,4 %).

### Baisse de l'emploi salarié marchand en Guadeloupe

Selon l'étude de l'Insee « Recul de l'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane au second trimestre 2014 » publiée en décembre 2014, l'emploi salarié marchand guadeloupéen enregistre une baisse (-1,6 %) entre le 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestre 2014. Cette baisse est alimentée par la mauvaise santé persistante du secteur de la construction, affichant un repli de 2,5 %. De manière moins prononcée, le secteur tertiaire marchand participe à ce repli général. Les secteurs concurrentiels subissent les contrecoups de la baisse de la consommation des ménages. Le transport et l'entreposage sont ainsi en recul de 2,8 %. L'hébergement et la restauration sont en baisse en lien avec l'arrivée de la basse saison touristique. Seul le secteur de l'industrie soutient l'emploi guadeloupéen : il est stable par rapport au premier trimestre. En glissement annuel, la baisse de l'emploi salarié guadeloupéen est marquée (-4,3 %), le secteur de la construction et de l'industrie y contribuent avec respectivement une baisse de 13 % et 3,7 % en glissement annuel.

Source : <http://www.insee.fr/fr/regions/guadeloupe/default.asp?page=publications/publications.htm>

### Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Suivi des crédits aux entreprises à la Guadeloupe », relative au 3<sup>e</sup> trimestre 2014. Cette note est téléchargeable librement sur le site <http://www.iedom.fr/>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

---

### Majoration du CICE et du CIR dans les Outre-mer

Le 14 novembre 2014, les députés ont adopté la majoration du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et du crédit d'impôt recherche (CIR) dans les Outre-mer. Le taux du CICE dans les Outre-mer (égal à 6 % en métropole) sera de 7,5 % en 2015 et de 9 % en 2016. Le taux du CIR (égal à 30 % en métropole) a été fixé à 50 %. Pour les secteurs particulièrement exposés à la concurrence (comme le tourisme, les technologies de l'information, l'agriculture et l'agro-alimentaire), le gouvernement devrait prochainement proposer aux députés un outil permettant d'abaisser le coût du travail de façon similaire à un CICE muni d'un taux à 12 %.

### L'agence de notation Fitch abaisse la note du département Guadeloupe

Les notes de défaut émetteur à long terme en devise et en monnaie locale de la Guadeloupe ont été dégradées par l'agence de notation Fitch. En trois ans, elles passent de AA- à A+. La note à court terme a également été abaissée, passant de F1+ à F1. Selon l'agence de notation : « cet abaissement des notes reflète d'une part l'affaiblissement des performances budgétaires du département sur la période 2012-2014, d'autre part nos prévisions de détérioration durable du taux d'épargne de gestion et de la capacité de désendettement ». Fitch indique également que la perspective est stable, prévoyant une relative atonie des recettes à moyen terme et une diminution des investissements

### Développement du tourisme de croisière

Du 19 au 21 novembre 2014 s'est tenu le 2<sup>e</sup> Salon du voyage et de la croisière au World trade center (WTC) de Jarry. De nombreux acteurs du secteur, tours opérateurs, voyagistes et hôteliers ont confirmé le fort développement de la croisière en Guadeloupe. Pour répondre à cet engouement, la compagnie Costa avait notamment décidé de baser un 3<sup>e</sup> navire en Guadeloupe pour la saison 2014-2015. Aussi, le nombre de compagnies qui font escale en Guadeloupe augmente et certains bateaux font de nouveau escale, comme par exemple l'*Aida Luna*, un navire qui n'était pas revenu en Guadeloupe depuis deux saisons. Afin de répondre à la croissance du marché de croisière, le port de Pointe-à-Pitre a récemment investi 7,5 millions €. Le Comité du tourisme des îles de Guadeloupe (CTIG) investit pour sa part près de 400 000 € chaque année pour la promotion de la croisière en Guadeloupe.

## Lancement du projet de centrale bagasse-biomasse à Marie-Galante

La construction de la centrale bagasse-biomasse à Marie-Galante, dont le montant des travaux s'élève à 80 millions €, devrait débuter en octobre 2015 pour une durée de 2 ans. Installée à proximité de la sucrerie de Marie Galante et conçue pour valoriser la bagasse produite lors du broyage de la canne à sucre, la centrale approvisionnera la sucrerie à hauteur de 42 000 MWh. Les avantages pour la sucrerie sont nombreux. Ils devraient notamment éviter 28 millions € d'investissements liés à la rénovation et la mise en conformité d'installations existantes, d'économiser 1 million € par an de frais d'exploitation et de maintenance, et de faire passer le tonnage annuel de canne de 147 000 à 181 000.

## Prise de fonction du nouveau préfet de Guadeloupe

Par décret du 12 novembre 2014, Jacques Billant a été nommé préfet de la région Guadeloupe. Jusqu'alors préfet de la Dordogne, Jacques Billant a officiellement pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre 2014 et succède à Marcelle Pierrot.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Porto Rico : Première île de la Caraïbe pour les affaires selon la Banque mondiale

Chaque année, la Banque mondiale publie son rapport *Doing Business*, qui mesure le cadre réglementaire des entreprises de nombreux pays et classe ces derniers selon la facilité à faire des affaires. Dans la dernière édition *Doing Business 2015* (parue fin octobre 2014) qui regroupe 189 pays, Porto Rico occupe la 47<sup>e</sup> place du classement et est ainsi l'île la mieux classée de la Caraïbe. Par ordre décroissant viennent ensuite la Jamaïque (58<sup>e</sup>), Trinidad et Tobago (79<sup>e</sup>), La République Dominicaine (97<sup>e</sup>), et Antigua-et-Barbuda (89<sup>e</sup>). La Guadeloupe, la Martinique et les îles du Nord ne sont pas classées mais sont représentées par la France qui se situe à la 31<sup>e</sup> place.

### Partenariat entre Winair, Air Antilles Express et la Dominique

Le 26 novembre 2014, un partenariat nommé Paire a été signé entre Winair, Air Antilles Express et le gouvernement dominiquais. Ce partenariat est co-financé par le fonds de coopération régionale (FCR), un fonds géré par la Préfecture de la Guadeloupe et qui favorise les projets de développement au sein de la Caraïbe. L'objectif de Paire est d'identifier de nouvelles stratégies de développement de l'offre aérienne caribéenne. Winair et Air Antilles Express avaient déjà signé une convention de partenariat en février 2014 afin d'accroître leur trafic. Les deux compagnies souhaitent poursuivre leur collaboration en développant davantage leurs échanges sur la région.

### Saint-Barthélemy : la réduction de la DGC adoptée par le Sénat

Le 24 novembre 2014, le Sénat a adopté un amendement réduisant de 3 millions € le montant de la dotation globale de compensation (DGC) réclamée à la Collectivité de Saint-Barthélemy. Proposé par le sénateur Michel Magras, cet amendement est relatif à l'article 12 du projet de loi de finances pour l'année 2015, dans lequel le montant de la DGC réclamée à la Collectivité avait été fixé à 5,79 millions €. En contrepartie de cette réduction, la Collectivité renoncerait au versement du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA). Pour que cet amendement puisse rentrer en vigueur, il devra être approuvé par la Commission mixte paritaire, ou le cas échéant être adopté à l'Assemblée nationale après y avoir été renvoyé.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Octobre 2014	128,8 127,8	-0,8 % 0,0 %	1,0 % 0,5 %		
<b>Demandeurs d'emploi</b> (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Octobre 2014	61 580	-0,8 %	1,5 %		
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Octobre 2014	171,7 2 091,2	- -	-29,2 % -8,7 %		
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Octobre 2014 Cumul annuel	429 3 412	47,9 % -	-9,7 % -11,4 %		
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Novembre 2014	20 267 388	2,3 % -17,4 %	-2,6 % -37,4 %		

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Novembre 2014 Cumul annuel	131 439 1 778 967	2,3 % -	-3,1 % 0,2 %		
<b>Trafic maritime</b> (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Octobre 2014	232 149 43 643	4,8 % -12,0 %	9,6 % -17,4 %		
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Décembre 2013 Cumul annuel	99 1 036	22,2 % -	-5,7 % -0,6 %		
<b>Immatriculations</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Novembre 2014 Cumul annuel	1 522 13 802	-9,9 % -	-1,7 % -1,1 %		
<b>Consommation de ciment</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Novembre 2014 Cumul annuel	13 774 180 139	-20,6 % -	-20,4 % -11,9 %		

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication : « Tendances conjoncturelles »

La chute de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au troisième trimestre (-13 points). L'indicateur atteint son niveau le plus bas depuis 2001 et se situe à plus de 25 points en deçà de sa moyenne de longue période (-25,3 points). L'activité économique est en berne pour l'ensemble des secteurs à l'exception du secteur primaire. Les chefs d'entreprise sont pessimistes sur l'activité qui reste durablement mal orientée. Les intentions d'investir continuent de se dégrader et décrochent de nouveau au troisième trimestre accompagnées par la consommation des ménages qui connaît un ralentissement sensible et ce, malgré une faible progression des prix.



## Publication : « Evolutions monétaires en Guyane »

Le financement de l'économie est en légère baisse de 0,6 % (soit -16,1 M€) sur le troisième trimestre de l'année. L'encours sain de crédits s'établit désormais à 2 733,8 M€. Le dernier tassement de l'activité remonte au deuxième trimestre 2012, l'encours de crédits s'était alors contracté de 0,5 %. La collecte d'épargne enregistre pour sa part une légère progression ce trimestre (+0,5 %, soit +8,3 M€), après un recul au trimestre précédent. Cette hausse porte le montant des actifs financiers de la place à 1 575,9 M€.

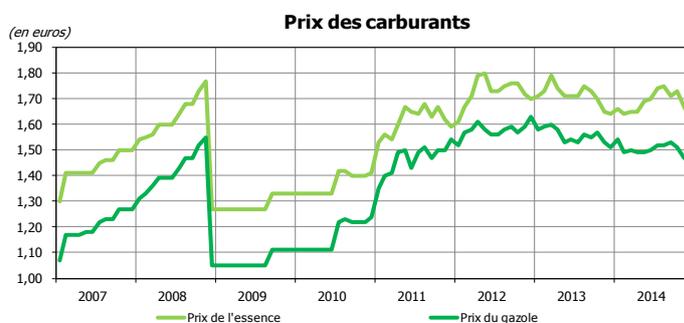


Toutes les publications de l'Iedom sont disponibles gratuitement sur le site [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane).

# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

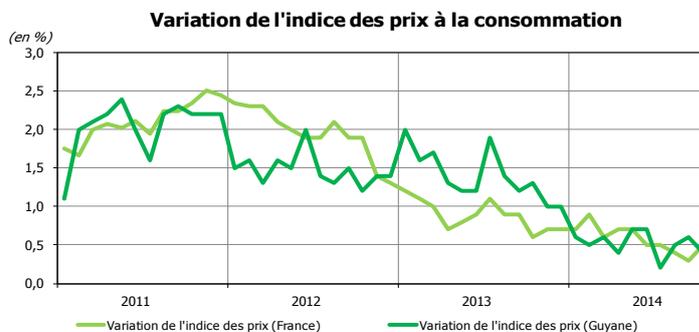
## Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014, le prix de vente au détail des carburants à 1,62 €/litre pour l'essence (-5 centimes) et 1,46 €/litre pour le gazole (-1 centime). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 21,65 € contre 22,03 € en octobre, soit une baisse de 38 centimes.



## Prix à la consommation

En octobre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) connaît la même tendance que le mois précédent, soit -0,2 % sur le mois. Cette diminution s'explique par la baisse des prix des services (-0,2 %) et de l'alimentation (-0,2 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,4 %, principalement du fait de la hausse constatée sur les services (+0,8 %) sur les quatre derniers trimestres. Bien que supérieure à l'évolution enregistrée à la Réunion (0,0%), l'inflation annuelle en Guyane (0,4%) est en deçà de celle constatée pour la France entière (0,5%), la Martinique (0,7 %), la Guadeloupe (+1,0 %) et Mayotte (+1,0 %).



## Spatial

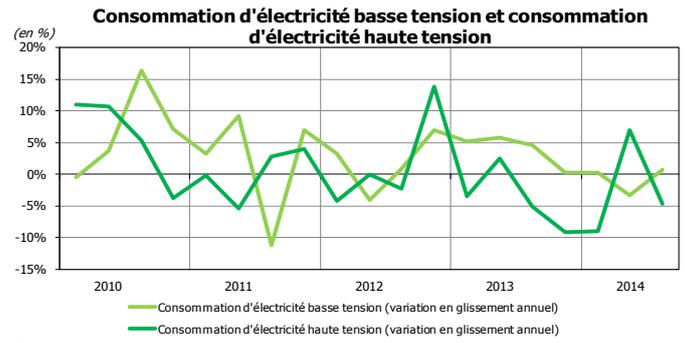
Pour son 6<sup>ème</sup> et dernier tir de l'année, Ariane 5, avec une charge de décollage de 10,2 tonnes, a lancé le 6 décembre dernier deux satellites de télécommunications. Pour ce 63<sup>ème</sup> succès d'affilée, le lanceur européen a mis en orbite deux satellites de télécommunications, DIRECTV-14 (6,3 tonnes) et GSAT-16 D4 (3,2 tonnes). Le premier satellite a été construit par Space Systems/Loral et DIRECTV et permettra de fournir des services de télévision directe (DTH) en HD et Ultra HD en Amérique du Nord (y compris l'Alaska, Hawaï et Porto Rico). Le second a été réalisé pour le compte de l'Indian Space Research Organisation (ISRO) et proposera pendant douze ans des services de télécommunications au sous-continent indien. Malgré ce nouveau succès, Ariane 5 doit faire face à la concurrence américaine qui se veut de plus en plus moderne et compétitive avec Space X et son lanceur Falcon9. Le 2 décembre dernier les ministres des 20 Etats membres de l'Agence spatiale Européenne ont entériné l'accord sur le développement d'un lanceur Ariane 6 pour un budget de 3,8 milliards d'euros avec un premier tir prévu en 2020.

Un investissement supplémentaire de 8 milliards d'euros sur 10 ans est prévu comprenant entre autres, les aménagements au sol du Centre Spatial Guyanais, dont la construction d'un nouveau pas de tir. Cette nouvelle mouture d'Ariane, s'accompagne d'une évolution du lanceur Vega et d'un transfert de responsabilité de développement à Airbus Defence&Space (DS), maître d'œuvre d'Ariane et à son motoriste Safran.

## Energie

Au troisième trimestre 2014, la consommation d'énergie est en baisse de 6 % (186,7 Gwh) par rapport au trimestre précédent, et de 1,6 % sur un an. Sur le long terme, avec la poussée démographique notamment, les besoins énergétiques sont croissants : le barrage de Petit-Saut et les centrales thermiques alimentent respectivement deux tiers et un tiers de la production sur le littoral. Pour les communes de l'intérieur, d'autres solutions alternatives sont adoptées. C'est dans ce contexte local et national (avec la loi sur la transition énergétique votée en première lecture le 14 octobre dernier et qui impose un certain nombre de mesures visant à tendre vers l'électricité renouvelable d'ici à 2025), que la Région Guyane a organisé, la conférence régionale sur l'énergie. Elle a donné lieu à des échanges sur les moyens à mettre en œuvre pour un meilleur accès à l'énergie sur l'ensemble territoire Guyanais. La diversification des sources d'énergie et l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique ont également été discutés. Plusieurs pistes ont été évoquées pour les actions à entreprendre à moyen et long terme : construction d'un deuxième barrage hydroélectrique, d'une nouvelle centrale thermique, création d'une SEM à l'instar de celle de la Martinique, etc.

Les détails de cette conférence sont disponibles sur le site <http://www.cr-guyane.fr/conference-regionale-lenergie/>



## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Déforestation : L'Amérique Latine s'engage à reboiser

Réunis à Lima, pour la conférence mondiale de l'ONU sur le climat, sept pays latino-américains (Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Mexique et Pérou) ont signé le 7 décembre un accord dans lequel ils s'engagent, chacun à différents degrés, à restaurer 20 millions d'hectares de terres dégradées à l'horizon 2020, dans le cadre d'une initiative baptisée « 20X20 ». Cet accord considéré comme historique, prévoit la mise à disposition de 365 millions de dollars de la part d'investisseurs privés. C'est une première étape dans un long processus, visant à réparer les dégâts occasionnés entre autre par l'activité minière illégale, l'agriculture intensive et le surpâturage qui rendent les sols du sous-continent improductifs. Il est à noter que la déforestation est responsable de la moitié des émissions de gaz à effet de serre de la région et que les pays signataires adoptent déjà des politiques de reforestation et de réhabilitation des terres (Ex : le programme « socio-bosque » en Equateur). Le Brésil qui n'a pas pris part à cet accord, a pourtant le même jour mis sur orbite en partenariat avec la Chine un cinquième satellite (Cbbers-4) lancé depuis la base de Taiyuan, avec pour mission de surveiller la déforestation. Cette dernière en amazonie brésilienne est en recul de 18% sur un an, elle a atteint le mois dernier un point bas (4 848 km<sup>2</sup>)., le Brésil a lui aussi prévu des actions telles que l'adoption d'un nouveau système d'alerte par satellite, l'accroissement de la lutte contre le crime organisé, le renforcement de la filière açaï dans certaines régions de l'amazonie brésilienne pour dissuader la déforestation, etc.

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Oct-14	127,8	-[0,2%]	[0,4 %]	Insee
		↓	Prix administré du litre d'essence	Déc-14	1,62	[-3,0%]	[-1,2%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Oct-14	22 846	[-0,1%]	[3,3%]	Pôle emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Oct-14	8 344	[1,4%]	[1,6%]	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-14	17 883	[-0,2%]	[6,7%]	Caf
	CONSOMMATION	↑	Prestations nettes versées (1)	Sept-14	10,2 M€	[8,1%]	[10,0%]	Caf
↑		Cumul		85,6 M€		[10,0%]		
↑		Importations de biens de consommation (BC) (3)	Oct-14	15,5 M€	10,9%	9,3%	Douanes	
INVESTISSEMENT	↑	Cumul		144,0 M€		5,6%		
	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Nov-14	334	7,8%	-6,2%	Somafi	
	↑	Cumul		3 603		-0,9%		
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Oct-14	38,7 M€	-7,6%	-31,7%	Douanes	
	↓	Cumul		356,8 M€		-14,4%		
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Nov-14	89	-6,6%	-1,1%	Somafi	
		Cumul		942		1,8%		
	↓	Exportations (3)	Oct-14	12,1 M€	-52,7%	-52,0%	Douanes	
	↓	Cumul		151,7 M€		-22,8%		
	↓	Importations (3)	Oct-14	135,3 M€	-0,5%	-17,8%	Douanes	
	↓	Cumul		1 228,4 M€		-7,0%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Nov-14	8 tirs (5 Ariane 5, 2 Soyouz, 1 Vega)			
			Satellites lancés	Cumul à Nov-14	14 satellites, et 1 ATV*			6 tirs à Nov-13 13 satellites et 1 ATV*
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Nov-14	7 314 tonnes	1,0%	-1,8%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (3)	Oct-14	162 kilos	-17,9%	-11,6%	Douanes
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	Oct-14	1 062 kilos		-11,8%	
		↑	Cumul		4,5 M€	17,5%	-22,4%	Douanes
		↑	Cumul		31,4 M€		-19,4%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Cours de l'once d'or	Nov-14	1 176,35 \$	[-3,8%]	[-7,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12	20 767 m3	29,8%	215,8%	ONF
		↑	Cumul		74 878 m3		1,7%	
↑		Exportations de crevettes (3)	Oct-14	59 tonnes	48,9%	70,6%	Douanes	
TOURISME	↑	Cumul		370 tonnes		2,0%		
	↑	Exportations de poissons (3)	Oct-14	181 tonnes	7,6%	-3,8%	Douanes	
	↑	Cumul		1 062 tonnes		-5,3%		
	↓	Exportations de riz (2) (3)	Oct-14	0 tonne	n.s	n.s	Douanes	
	↓	Cumul		14 tonnes		n.s		
	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Sept-14	29 192	-14,4%	-10,5%	CCIRG	
	↓	Cumul		335 360		0,9%		

[Données non CVS]

\*ATV pour Automated Transport Vehicule (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### GAFI : mise à jour des listes

Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental qui publie tous les ans 1) la liste des juridictions à haut risque et ou non coopératives en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT), 2) la liste des juridictions présentant des défaillances stratégiques en matière de LCB/FT mais déterminées, grâce à un engagement politique de haut niveau, à corriger ces défaillances par la mise en œuvre d'un plan d'action élaboré en coopération avec le GAFI. Ces listes ont été mises à jour lors de la dernière réunion du GAFI, qui s'est tenue les 22, 23 et 24 octobre 2014.

Pour la région Caraïbe et Amérique Latine, l'Équateur fait partie de la liste des juridictions à haut risque et non coopératives ; le Guyana, le Nicaragua et le Panama font partie de la liste des pays s'engageant à corriger ces défaillances. Par ailleurs, le GAFI a félicité l'Argentine et Cuba pour leurs progrès en matière de LCB/FT, ces pays ne faisant ainsi plus l'objet de suivi particulier.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Entreprises : visite du président du MEDEF

Le vendredi 7 novembre, M. Pierre GATTAZ, président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), était l'invité d'honneur des cinquante ans du MEDEF de Martinique.

### Région : agence des fonds européens et autorité organisatrice du transport

Par la loi du 15 novembre 2013, le Parlement a habilité le Conseil régional de la Martinique à organiser le transport terrestre de passagers et de marchandises, ainsi que le transport maritime de marchandises. Le 25 novembre 2014, le Conseil régional a décidé la création de l'autorité organisatrice des transports (AOT) avec la mise en place de l'établissement public « Martinique Transport ».

Cette habilitation vient s'ajouter aux habilitations énergie et formation professionnelle de la Région.

En outre, le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 permet au Conseil régional de devenir autorité de gestion pour le FEDER, le FEADER et une partie du FSE à partir de janvier 2015. Le 15 octobre, la Région a décidé la création d'une agence publique des fonds européens regroupant en une seule entité les services gestionnaires, instructeurs et certificateurs de l'État, de la Région et du Département.

### Sénat : nouvelle composition de la délégation à l'Outre-mer du Sénat

Après les élections sénatoriales du 28 septembre 2014 et le changement de majorité du Sénat, la délégation à l'Outre-mer a été recomposée le 20 novembre. M. Serge LARCHER, sénateur de Martinique apparenté au groupe socialiste, perd la présidence de la délégation au profit du sénateur UMP de Saint-Barthélemy, M. Michel MAGRAS.

La nouvelle délégation sénatoriale à l'Outre-mer a arrêté le programme de ses travaux le 9 décembre. Les sénateurs de la délégation s'intéresseront tout d'abord à l'adaptation aux conséquences du changement climatique des politiques publiques conduites dans les Outre-mer et proposent à cette fin de constituer un groupe de travail commun avec la commission du développement durable. Par ailleurs, les sénateurs engageront une étude transversale sur trois ans autour de la question foncière. Enfin, la délégation a confirmé l'organisation chaque année au Sénat d'une conférence économique consacrée aux contraintes et aux potentiels des entreprises de chacun des trois bassins océaniques.

### Emploi : extension de la « garantie jeunes »

La « garantie jeunes » sera étendue à l'ensemble du territoire de la Martinique au cours de l'année 2015.

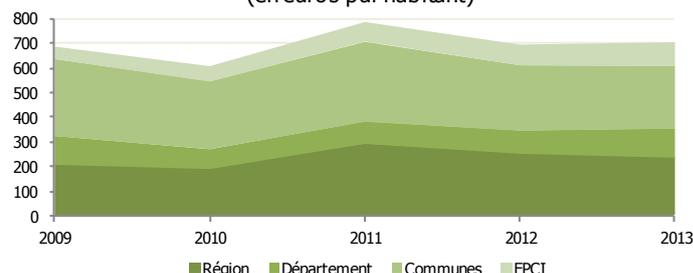
La « garantie jeunes » est un dispositif inscrit au Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté, piloté par le ministère de l'Emploi via les Missions locales, et s'adresse à des jeunes entre 18 et 25 ans ni en emploi, ni en formation, ni en études. L'objectif est d'amener les jeunes en situation de grande précarité vers l'autonomie par un parcours d'accompagnement global social et professionnel.

### Finances locales : stabilité des dépenses d'équipement directes

En 2013, les dépenses d'équipement directes des collectivités locales martiniquaises atteignent globalement 703 euros par habitant, en légère hausse sur un an (+1,3 %). Ces dépenses s'élèvent à 277 millions d'euros, soit +0,8 % sur un an. Les communes restent les premiers contributeurs (avec 255 euros par habitant), suivies de la Région (238 euros par habitant), du Département (117 euros par habitant) et des EPCI (94 euros par habitant).

Pour la Région et le Département, les montants de ces dépenses sont proches de leurs strates de comparaison, mais elles sont très supérieures au niveau national pour la Région. Les dépenses d'équipement directes des Régions d'Outre-mer sont de 214 euros par habitant et de 120 euros par habitant pour les Départements de 250 000 à 499 999 habitants. Au niveau national, les dépenses d'équipement directes des Régions sont de 43 euros par habitant et de 106 euros par habitant pour les Départements.

**Dépenses d'équipement directes des collectivités**  
(en euros par habitant)



Source : Ministère de l'économie, des Finances et de l'Industrie, DRFIP de la Martinique

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Plan Banane durable Caraïbe : retour d'expérience à Sainte-Lucie

Les différents partenaires du [plan Banane durable Caraïbe](#) se sont rassemblés à Sainte-Lucie du 13 au 15 octobre 2014 pour partager les résultats du projet financé par le programme Interreg IV de 2010 à 2014. Plus de 700 producteurs ont ainsi bénéficié du projet, et les systèmes d'alertes utilisés aux Antilles pour contrôler la cercosporiose noire ont été adaptés dans les autres territoires bénéficiaires.

Il s'agissait d'une collaboration scientifique et technique entre les différents acteurs de la filière bananière : producteurs, groupements/coopératives, organismes techniques ou de recherche agricole, sur six territoires de la Caraïbe, dont la Martinique. Ce plan avait pour vocation de finaliser et diffuser en milieu réel chez les producteurs de la Caraïbe des innovations techniques permettant d'asseoir la durabilité des systèmes de culture bananière et d'en réduire les impacts environnementaux.

### Coopération : protocole d'accord pour le développement à l'export des entreprises

Les 6 et 7 novembre 2014, le ministère des Outre-mer et le ministère des affaires étrangères et du développement international ont organisé la 11<sup>ème</sup> édition de la conférence de coopération régionale en Martinique.

Cette conférence ouverte par la Ministre des Outre-mer, Mme George PAU-LANGEVIN, a permis de réunir les acteurs publics et privés de l'insertion régionale des cinq collectivités françaises des Amériques. La rencontre a donné lieu à la signature du protocole d'accord 2014-2017 pour le développement à l'export des entreprises des Antilles et de la Guyane entre le ministère des Outre-mer, UBIFRANCE, l'AFD et BPIFRANCE.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- octobre 2014	130,2	-0,5 %	+0,7 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- octobre 2014	45 281	-1,5 %	-2,6 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2014	20 387	-3,2 %	-5,9 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- octobre 2014	42 021	+3,0 %	+4,8 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- octobre 2014	212,6 187,8	+2,4 % +43,4 %	-12,6 % +8,2 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- octobre 2014	51,0 17,4	-7,9 % +3,5 %	+18,1 % +20,3 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers	- octobre 2014	24,0 % 9,3 %		- 6,2 pts -1,4 pt
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2014	45,7	+0,2 %	+2,5 %
		- cumul annuel	466,0		+4,5 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- novembre 2014	16 086	-0,2 %	-6,0 %
	Retraits de cartes bancaires	- novembre 2014	4 847	-1,2 %	+1,6 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- novembre 2014	104 530	-3,7 %	-8,8 %
		- cumul annuel	1 475 751		+0,3 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- novembre 2014	14 391		+131,0 %
		- cumul annuel	152 066		+91,0 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2014	17 184	+23,4 %	+27,1 %
		- cumul annuel	138 600		+7,2 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- novembre 2014	978	+3,3 %	-0,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- novembre 2014	139	-19,2 %	+10,3 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		10 700		+2,4 %

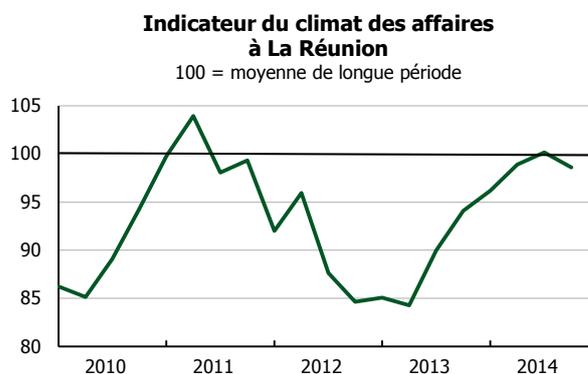
## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Le climat des affaires se stabilise au 3<sup>e</sup> trimestre 2014

Après cinq trimestres de hausse continue, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse légèrement au troisième trimestre 2014 (-1,5 point). Il reste toutefois proche de sa moyenne de longue période et à un niveau dépeignant un environnement globalement favorable. La décomposition entre les composantes « passée » et « future » confirme que les perspectives d'amélioration envisagées les trimestres précédents se concrétisent dans les faits. En revanche, la composante « future » apporte un message plus mitigé ce trimestre et pèse sur l'ICA pour la première fois depuis le début 2013.

Globalement, même si les perspectives d'amélioration montrent les premiers signes d'essoufflement, la tendance positive n'est pas remise en cause. Les composantes activités « passée » et « future » de l'ICA s'améliorent de nouveau et s'installent au dessus de leur moyenne de long terme, ce qui est de bon augure.

Les « Tendances conjoncturelles » du 3<sup>e</sup> trimestre 2014 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	<i>Novembre 2014</i>	129,8	+0,4 %	-0,3 %
	IPC France entière		127,6	-0,2 %	+0,3 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	<i>Novembre 2014</i>	28 429	-6,1 %	+6,3 %
	Cumul (milliers d'euros)		277 120	-	+7,0 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	<i>Octobre 2014</i>	435,5	+19,8 %	+16,1 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul Oct.</i>	3 859,3	-	+5,7 %
	Exportations (millions d'euros)	<i>Octobre 2014</i>	28,9	+56,7 %	+17,2 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul Oct.</i>	216,9	-	-8,9 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	<i>Octobre 2014</i>	135 760	+0,2 %	+0,6 %

### LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Octobre 2014</i>	191 165	+37,8 %	-2,3 %
	Cumul	<i>cumul Oct.</i>	1 687 386	-	+0,0 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	<i>3<sup>e</sup> trimestre 2014</i>	174 000	+2,7 %	-8,1 %
	Cumul	<i>cumul Sept.</i>	525 700	-	-8,5 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Octobre 2014</i>	19 101	-	-3,2 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Octobre 2014</i>	260,8	-	-2,0 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Octobre 2014</i>	16 033	+0,2 %	+0,2 %

## Portrait de la jeunesse réunionnaise

L'Insee et La Région Réunion ont publié un dossier sur la jeunesse réunionnaise, afin d'établir un diagnostic précis de la jeunesse et des différentes étapes d'accès à l'autonomie. L'étude porte sur les 167 000 réunionnais âgés de 16 à 29 ans, soit 20 % de la population. Cette période de la vie est marquée par leur prise d'autonomie à travers l'obtention d'un diplôme, d'un travail, d'un logement et la constitution d'une famille.

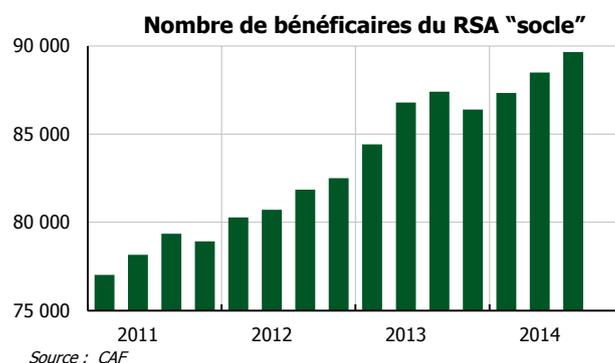
Pour accéder à un emploi, le niveau de diplôme est déterminant. Bien qu'il ait beaucoup progressé depuis 10 ans, un jeune Réunionnais sur trois est sans diplôme en 2011. Or sans diplôme les jeunes ont beaucoup de mal à intégrer le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage des jeunes âgés de 16 à 29 ans s'élève à 68 % pour ceux qui n'ont pas de diplôme contre 19 % pour les diplômés du supérieur. Compte tenu de ces difficultés d'insertion, notamment pour les jeunes femmes, la mobilité peut alors être une opportunité : 29 000 jeunes nés à La Réunion résident en métropole. L'absence d'emploi limite leur autonomie financière. 45 % des jeunes sont pauvres, et plus particulièrement les jeunes mères de famille monoparentale (75 %). Enfin, moins diplômés, moins souvent en emploi, les jeunes Réunionnais accèdent aussi plus tardivement à un logement autonome que les jeunes Métropolitains

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

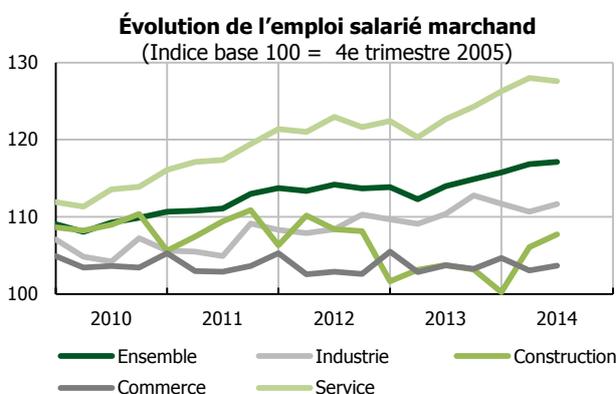
## Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 3<sup>e</sup> trimestre 2014

Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle") s'établit à 89 646 à fin septembre 2014. Il augmente de 1,4 % par rapport à fin juin 2014 (+2,6 % sur un an). Cette hausse concerne principalement les femmes seules avec enfant (+1,5 %), qui représentent 40 % des ménages bénéficiaires, et les personnes âgées de plus de 50 ans (+3,1 %). 208 886 personnes sont ainsi couvertes par cette allocation.

Au cours du deuxième trimestre 2014, la Caisse d'allocation familiale a octroyé 163 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité"), en hausse de 1,5 %.



## Hausse de l'emploi salarié marchand au 2<sup>e</sup> trimestre 2014



Au 2<sup>e</sup> trimestre 2014, l'emploi salarié dans les secteurs marchands augmente de 0,2 % par rapport au trimestre précédent, après +0,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre. L'ensemble des secteurs d'activités ont créé de l'emploi, hormis celui des services. Le secteur de la construction confirme la reprise de l'activité observée le trimestre passé, avec une hausse de 1,6% des effectifs, essentiellement dans la construction. Le secteur de l'industrie recrée à nouveau des emplois (+0,9 %), après deux trimestres consécutifs de repli. Dans le secteur des services, l'emploi recule de 0,3 % mettant fin à quatre trimestres consécutifs de hausse.

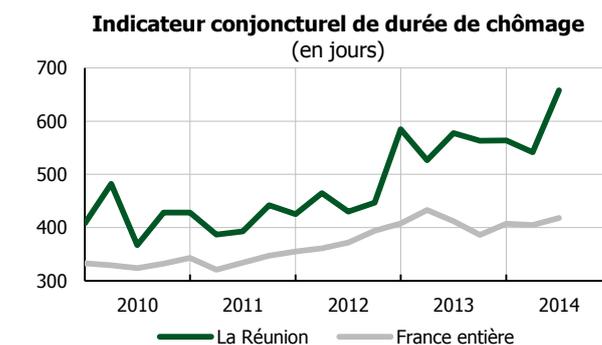
Sur un an, l'emploi salarié marchand progresse de 2,8 %.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

## Hausse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2014

Au deuxième trimestre 2014, l'indicateur conjoncturel de durée de chômage<sup>1</sup> augmente de 21,5 % sur le trimestre (+3,3 % en France entière).

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à La Réunion ont ainsi une probabilité de rester 658 jours sans emploi, soit 22 mois contre 14 mois au niveau national. La Réunion est la première région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi, devant la région Picardie (480 jours).



<sup>1</sup> L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrés au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré.

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes de billets

Au 30 novembre 2014, les émissions nettes de billets, qui ont augmenté de 7,6 millions d'euros, après +7,0 millions le mois précédent, s'établissent à 804,1 millions d'euros.

Cette hausse est plus prononcée en nombre (+1,6 % contre +0,6 % en octobre). Le nombre de billets émis en novembre (14,6 millions) est constitué à 72,5 % par la coupure de 50 € (qui représente 65,7 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 33 centimes pour s'établir à 55,2 € au 30 novembre 2014.

Émissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

### L'IEDOM publie le Panorama de l'activité bancaire en 2013

L'institut vient de publier le *Panorama de l'activité bancaire en 2013* dans les départements et collectivités d'Outre-mer. Cette note met en évidence deux points essentiels :

- une relative stabilité et une uniformité du système bancaire dans les départements et collectivités d'Outre-mer,
- une dégradation de l'environnement économique qui impacte d'avantage les acteurs bancaires de l'Outre-mer, en particulier ceux de la zone océan Indien.

[Le Panorama de l'activité bancaire en 2013 est disponible sur le site de l'IEDOM.](#)

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

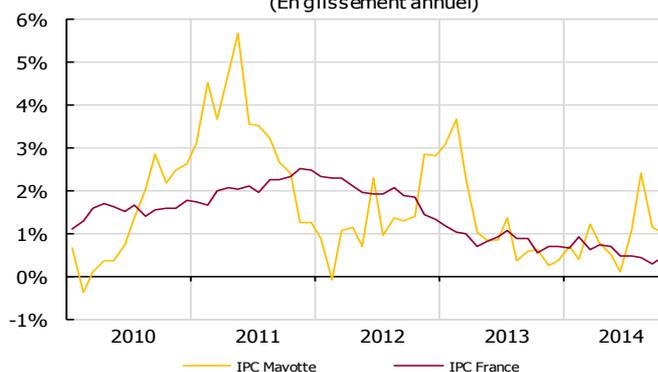
### Stabilité des prix en octobre

Après la baisse enregistrée en septembre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) reste stable au mois d'octobre (+0,0 %).

Les légères hausses des prix des produits alimentaires, des services et de l'énergie (+0,1 %) sont atténuées par le recul des prix des produits manufacturés (-0,4 %).

En glissement annuel, l'IPC progresse de 1,0 %. Cette évolution est alimentée par l'accroissement des prix des services (+2,8 %) et des produits alimentaires (+2,2 %). Les prix de produits manufacturés et de l'énergie sont, quant à eux, en recul sur un an (respectivement -1,6 % et -0,2 %).

Indice des prix à la consommation  
(En glissement annuel)



Source : INSEE, données mensuelles

### Signature de conventions entre Ewa Air, la CMA et le Club export

Deux conventions ont été signées entre la compagnie aérienne Ewa Air, la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA) et le Club export de Mayotte jeudi 6 novembre pour faciliter les déplacements des entreprises mahoraises vers les destinations proposées par la compagnie (Madagascar, Les Comores, la Tanzanie et le Mozambique). Ainsi, les adhérents de la CMA bénéficieront d'excédents de bagages sans frais et ceux du Club export pourront modifier les dates de leurs billets gratuitement. L'objectif affiché de ces conventions est de participer au développement des entreprises mahoraises à l'international.

### Modernisation des services aux consommateurs : premier distributeur automatique de carburant et premier terminal libre service de La Poste

Mercredi 12 novembre, le premier Distributeur automatique de carburant (DAC) de l'île a été inauguré à la station service Total de Majicavo. Le deuxième DAC sera celui de la station de Passamaity. Les pompes automatiques à paiement par carte sont mises en service durant les heures de fermeture des stations essences. L'investissement s'élève à 80 000 euros par DAC et le dispositif devrait être généralisé aux sept stations de l'île courant 2015.

Par ailleurs, depuis le 27 novembre, le bureau de La Poste à M'tsapéré accueille le premier automate de dépôts et de retraits d'argent de Mayotte qui remplace le traditionnel guichet bancaire. Les clients peuvent également effectuer en toute autonomie le retrait et le dépôt de colis et de lettres recommandées, l'encaissement des achats en libre service, l'envoi et la réception de toutes opérations financières grâce à deux îlots centraux. Le réaménagement du bureau s'inscrit dans le programme global de modernisation des bureaux de poste qui a débuté en 2009 et a été décidé en Commission départementale de présence postale territoriale. 300 000 euros ont été investis et ont été financés par le fonds de péréquation départemental.

## Le Conseil économique, social et environnemental de Mayotte fête ses 10 ans

Depuis 2004, le Conseil économique, social et environnemental de Mayotte (CESEM) émet des avis consultatifs sur les politiques publiques régionales. Il est composé de 32 membres qui représentent toutes les composantes économiques et sociales de l'île et dont le mandat est de six ans. Dans le cadre du dixième anniversaire du CESEM et avant une assemblée plénière à La Réunion, les membres des Conseils économique, social et environnemental régionaux (CESER) de l'Hexagone et de l'Outre-mer ont été invités à Mayotte durant trois jours. Cela a été l'occasion pour les membres du CESEM de présenter le contexte mahorais et ses enjeux à leurs pairs.

## Mayotte adhère au CREFOM

Le 24 novembre le Conseil général de Mayotte a signé une convention de partenariat avec Conseil représentatif des Français d'Outre-mer (CREFOM). Créé en janvier 2014 par plus de 250 membres, le CREFOM est une autorité morale qui rassemble des parlementaires et élus d'Outre-mer, des associations et des personnalités emblématiques du monde ultramarin et dont l'objectif est de défendre et promouvoir les intérêts des Outre-mer. Il agit en porte-voix des territoires d'Outre-mer et des ultramarins sur la scène nationale et veille à la structuration d'un réseau relatif à l'Outre-mer.

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		oct-14	118,3	0,0%	1,0%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		oct.-14	9 829	5,4%	36,7%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-14	36 772	-6,9%	-34,9%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-14	352 332	-	26,8%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-14	1 274	124,1%	466,9%
		cumulées	sept.-14	5 656	-	24,9%
	Taux de couverture	mensuel	sept.-14	3,46%	2,03 pt	3,07 pt
		cumulé	sept.-14	1,61%	0,22 pt	-0,02 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	sept.-14	373	-48,6%	6,9%
		cumulés	sept.-14	2 461	-	5,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	sept.-14	23 316	-41,4%	1,9%
		cumulés	sept.-14	226 989	-	2,3%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	sept.-14	24,1	-37,6%	2,0%
	cumulés	sept.-14	253,0	-	-10,1%	
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	2 448	286552,2%	-74,7%
		cumulées	sept.-14	56 902	-	-3,8%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-14	40 349	0,3%	1,8%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée	sept.-14	203 314	-	2,8%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-14	10 500	9,0%	12,1%
		cumulée	sept.-14	89 804	-	4,3%
<b>Automobile</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	sept.-14	267	-22,8%	8,1%
		cumulées	sept.-14	1 981	-	14,0%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuelles	sept.-14	930	17,6%	6,8%
		cumulées	sept.-14	7 065	-	5,9%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	sept.-14	1,4	-25,1%	-
		cumulées	sept.-14	9,9	-	-84,3%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-14	14,2	-25,3%	-
	cumulées	sept.-14	105,1	-	-78,3%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,05%	date d'effet	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal		0,30%		10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt		-0,20%		10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

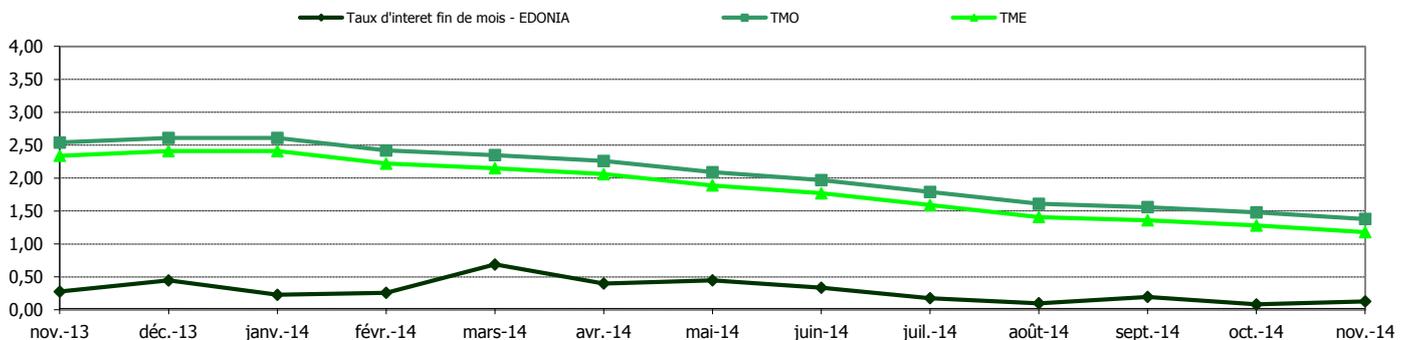
Taux d'interet fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1010%	0,1970%	0,0820%	0,1280%	0,0200%	0,0820%	0,1800%	0,3310%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
1,41%	1,36%	1,28%	1,18%	1,61%	1,56%	1,48%	1,38%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts-relais	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,59%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,47%	Découverts en compte	13,39%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

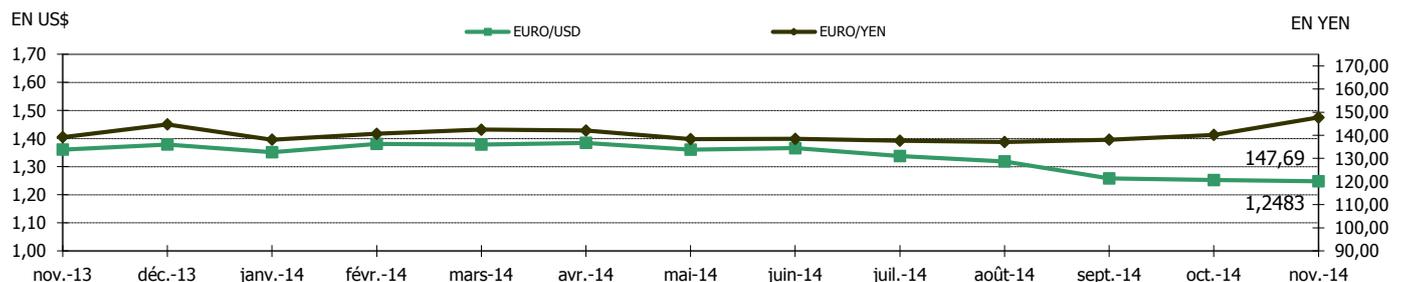
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2483	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,7648	EURO/SRD (Surinam)	4,1027
EURO/JPY (Japon)	147,6900	EURO/BWP (Botswana)	11,4902	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,2254
EURO/CAD (Canada)	1,4227	EURO/SCR (Seychelles)	17,6886	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,839
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7953	EURO/MUR (Maurice)	39,1617	EURO/BBD (La Barbade)	2,4865
EURO/SGD (Singapour)	1,6268	EURO/BRL (Brésil)	3,1831	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,8779
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,6806	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,8225	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3338,0727	EURO/XCD (Dominique)	3,3567	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 19 décembre 2014 - Dépôt légal : décembre 2014 - ISSN 1284-4438